

ESSAI D'ÉVALUATION DES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES
DE MESURES VISANT A STIMULER L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE



NOTE D'INFORMATION N° 42

CDAT
8859

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

Service des Affaires Économiques
et Internationales

ESSAI D'ÉVALUATION DES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES
DE MESURES VISANT À STIMULER L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

NOTE d'INFORMATION N° 42

Paris - Décembre 1967

Les mesures de soutien de l'activité économique peuvent prendre des formes très diverses. L'analyse suivante est limitée à la recherche des conséquences économiques d'une intervention directe de l'Etat visant à susciter une demande supplémentaire afin de stimuler l'activité économique. La création d'une demande additionnelle a pour but de rétablir entre l'offre et la demande de biens et services l'équilibre dynamique nécessaire à la poursuite de l'expansion. La croissance du produit social en termes réels suppose en effet la rencontre d'une demande croissante et d'une offre suffisamment élastique pour répondre aux sollicitations de celle-ci par une production accrue plutôt que par une augmentation de prix. La détente observée actuellement sur le marché de l'emploi, l'accroissement des capacités de production disponibles et inutilisées permettent d'envisager des mesures de cette nature sans crainte de voir diminuer la capacité de concurrence de l'économie française. De telles mesures ont déjà été prises, d'autres le seront peut-être. Il importe donc d'en connaître mieux les conséquences, tout au moins dans la mesure où les méthodes et les données le permettent.

I - NATURE DES INTERVENTIONS SUR LE NIVEAU DE LA DEMANDE RETENUES POUR L'ANALYSE

L'Etat peut créer (ou susciter) une demande supplémentaire selon deux modalités principales qui aboutissent toutes deux à un accroissement du découvert budgétaire, l'une en diminuant les recettes, l'autre en augmentant les dépenses. Cependant l'accroissement du découvert budgétaire peut être égal ou inférieur au volume de la demande supplémentaire mise sur le marché suivant les dispositions prises. Dans cette analyse on a préféré comparer deux interventions aboutissant à une demande supplémentaire d'un volume équivalent (1 Milliard de F) plutôt que deux interventions conduisant à un découvert budgétaire identique. Cette identité présente en effet un moindre intérêt du point de vue économique, elle est en outre sujette aux modifications de présentation de la comptabilité publique.

Les deux modalités d'intervention retenues peuvent être brièvement définies de la manière suivante:

Option A. Un programme supplémentaire de travaux publics et de construction est entrepris à l'initiative de l'Etat. Le montant des travaux qui doivent être engagés dans les meilleurs délais, est de 1 Milliard de F.

Option B. Les dispositions fiscales nouvelles ainsi qu'une augmentation des revenus sociaux conduisent à un accroissement des revenus des ménages de 1 Milliard de F -

Les conséquences de ces 2 types d'intervention seront dégagées et comparées entre elles de manière à permettre d'apprécier leur influence respective sur la production des divers secteurs de l'économie, sur les échanges extérieurs et les finances publiques. On tentera également de chiffrer l'augmentation de la production intérieure brute induite pour chacune d'entre elles.

L'instrument d'analyse utilisé, le tableau d'échanges interindustriels, les données disponibles, souvent insuffisantes, imposent un certain nombre d'approximations. Les résultats obtenus ne sont donc donnés qu'à titre indicatif.

II - DIFFUSION DANS L'ENSEMBLE DE L'ECONOMIE DE L'IMPACT INITIAL PROVOQUE PAR UNE DEMANDE SUPPLEMENTAIRE

La demande supplémentaire provoquée par les deux séries de mesures précédemment indiquées s'expriment sur le marché de manière différente. Dans le premier cas (option A) elles conduisent à une demande supplémentaire de 1 Milliard de F. à la branche "Bâtiment et Travaux Publics", dans le second (option B) les différentes branches sont amenées à satisfaire une série de demandes nouvelles qui expriment la préférence marginale des ménages pour les biens ou services qu'elles produisent. L'effet de l'impact initial est donc concentré sur une branche dans le premier cas, alors qu'il est déjà diffus dans le second.

Cependant l'impact initial se propage dans toute l'économie, qu'il soit localisé ou déjà diffus, selon deux processus simultanés mais que l'on distinguera pour la commodité de l'analyse.

a) par le biais des consommations des produits intermédiaires incorporés aux fabrications des branches sollicitées tout d'abord;

b) par le biais des augmentations de la consommation des titulaires de revenus qui voient ceux-ci augmenter en même temps que la production.

Le premier de ces deux effets de propagation est le plus aisé à cerner (grâce au F.E.I.) ; c'est aussi celui qui est le moins dépendant des anticipations ou des comportements des agents économiques. Les résultats obtenus par le calcul pour apprécier les conséquences de cet effet présentent donc un degré de certitude relativement élevé.

Au contraire le second effet de propagation dépend de considérations telles que la propension à consommer des ménages, la propension à investir des entreprises, la préférence marginale des ménages pour les divers types de biens.....

Les résultats obtenus sont donc beaucoup plus aléatoires, d'autant plus que les informations disponibles laissent souvent dans l'ombre des données importantes et contraignent de recourir à des calculs globaux.

On présentera successivement les conséquences des deux effets de propagation avant de donner les résultats globaux dans chacune des deux options retenues.

1°) PROPAGATION PAR LE BIAIS DE L'AUGMENTATION DES CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES DE L'IMPACT INITIAL

Pour obtenir une augmentation de sa production de biens finals une branche doit recourir à une consommation de biens intermédiaires accrue. Les biens intermédiaires ainsi consommés ou incorporés dans la production de la branche sollicitée par une demande nouvelle des biens qu'elle produit doivent être acquis auprès des branches qui les fabriquent. Celles-ci devront pour répondre à ces demandes augmenter elles-mêmes leur production et accroître leurs commandes à leurs fournisseurs. Le processus ainsi engagé amène progressivement toutes les branches de l'économie à participer à la réalisation de cette production supplémentaire à des degrés divers selon la nature de celle-ci. Au fur et à mesure de sa diffusion l'effet initial s'affaiblit, chaque branche ne passant à ses fournisseurs qu'un volume de commandes inférieur à celui qu'elle a reçu elle-même. Le tableau suivant retrace les effets successifs produits par une augmentation de 1 Milliard de F de la production de biens finals de la branche "Bâtiment et Travaux Publics" (Option A).

TABLEAU 1

Branches Séquences	Effet du I Ordre	Effet du 2ème ordre	Effet du 3ème ordre	Total
Agriculture Sylviculture			+ 3,4	+ 3,4
Industries alimentaires			+ 3,2	+ 3,2
Autres industries		+ 369,7	+ 8,4	+378,1
Batiment et Travaux Publics	+ I 000		+ 5,2	+I 005,2
Services		+ 68,8	+20,3	+ 88,9
Totaux	+ I 000	+ 438,3	+40,5	+I 478,8
	augmentation de la production de biens : finals	augmentation de la production de biens intermédiaires		augmenta- tion de la production : disponible

.../...

Les calculs ont été arrêtés aux effets du 3ème ordre, les résultats obtenus pour les effets d'ordre plus élevé pouvant être considérés comme négligeables.

Les conséquences pour chacune des branches apparaissent d'importance très variables: négligeables pour l'agriculture et les industries alimentaires, faibles pour les services, elles semblent n'être véritablement conséquentes que pour l'industrie et bien entendu la branche "bâtiment et travaux publics" qui reçoit l'impact initial.

Il est intéressant de comparer ces résultats avec ceux qui pourraient être obtenus par la mise en oeuvre des mesures définies dans l'option B. Pour cela il convient tout d'abord de traduire l'augmentation de revenus des ménages en accroissements de consommation des produits des différentes branches (après en avoir soustraite la part destinée par les ménages à renforcer leur épargne). En se fondant sur les données de la comptabilité nationale et en supposant :

- que la propension marginale à consommer des ménages restera proche de la propension moyenne
- que les augmentations de la consommation des ménages se répartiront entre les différents produits (et donc les différentes branches) de la même manière qu'au cours des années précédentes,

on peut ventiler l'augmentation de revenus prévue (1 Milliard de F.) de la manière suivante :

Décomposition de l'augmentation de revenu des ménages (1. Milliard de F.) de la manière suivante:

Décomposition de l'augmentation de revenu des ménages (1.000 millions de F.) en ses divers emplois:

Consommation + 826,2 millions de F.

-agriculture +55,4

-industries
 alimentaires..... +174,4

-autres industries..... +247

-bâtiment et T.P. + 12,1

-services..... +337,3

Formation brute de capital fixe : + 102,6 Millions de F.

-Bâtiment et T.P.....+ 102,6 millions de F.

Capacité de financement et autres emplois : + 71 millions de F.
----- non ventilés)

Les 71 millions de F. inscrits à la rubrique "Capacité de financement" peuvent également donner lieu à une demande supplémentaire.

En effet cette somme est destinée à être prêtée à d'autres agents (entreprises, administrations...) susceptibles de les utiliser pour augmenter leurs investissements par exemple. Cependant il est difficile de déterminer à priori l'emploi qui sera fait de ces fonds qui peuvent aussi ne servir qu'à rembourser les emprunts effectués précédemment et ne donner lieu à aucune demande supplémentaire, notamment si la conjoncture est déprimée (hypothèse dans laquelle on s'est placé) et par conséquent la propension à investir très faible. Les résultats suivants ont été établis sans tenir compte d'une éventuelle demande de cet ordre. (Tableau 2)

L'augmentation de la production disponible est moindre que précédemment 1.193,7 Millions contre 1.478,8 millions de F. pour l'option A pour 2 raisons :

- 1) L'impact initial est plus faible 929 millions au lieu de 1 Milliard de F. car une partie de l'augmentation de revenus consentie aux ménages est absorbée par l'épargne.
- 2) L'importance de la demande de services dans l'augmentation des consommations contribue à amortir rapidement le processus de propagation, le taux de valeur ajoutée par unité de production de cette branche étant très élevé.

La comparaison des accroissements de la valeur ajoutée par branche est plus significative et permet de mettre l'accent sur la diversité des influences sectorielles des deux options retenues. Le tableau suivant permet de comparer les augmentations de la valeur ajoutée de chaque branche en valeur absolue et en pourcentage pour les options A et B. (voir tableau 3)

.../....

Tableau 2

Option B. Propagation de l'impact initial par le biais de l'augmentation des consommations intermédiaires.

Millions de F.

Séquences : Branches	Effet du 1er Ordre	Effet du 2ème Ordre	Effet du 3ème Ordre	Total
Agriculture	55,4	73,4	9,7	138,5
Industries Alimentaires	174,4	23,4	5,1	202,9
Autres indus- tries	247,0	91,0	12,5	350,5
Bâtiment et Travaux Publics	114,7	8,2	2,1	125,0
Services	337,3	29,0	10,0	376,3
Totaux	928,8	225,0	39,4	I. 193,2
	Augmenta- tion de la production de biens finals	Augmentation de la production de biens intermédiaires		Augmentation de la produc- tion disponible

.../...

Tableau 3

Augmentation de la valeur ajoutée par branches suivant les options retenues

Branches	Option A. Accroissement des investissements publics		Option B. Accroissement de la consommation des ménages	
	en millions de F	en %	en millions de F	en %
Agriculture	+ 1,7	+ 0,004	+ 68,9	+ 0,185
Sylviculture				
Industries alimentaires	+ 0,9	+ 0,003	+ 59,4	+ 0,208
Autres industries	+202,3	+ 0,128	+187,6	+ 0,119
Bâtiment et Travaux Publics	+564,6	+ 1,257	+ 70,2	+ 0,156
Services	+ 66,3	+ 0,063	+280,5	+ 0,266
Commerces	+ 76,2	+ 0,128	+106,8	+ 0,178
Total	+ 912		+773,4	

On remarquera le taux d'accroissement inférieur à la moyenne de l'ensemble des branches regroupées dans la rubrique "autres industries" quelque soit l'option retenue. Ceci résulte de la concentration de l'impact des mesures prises dans l'option A sur la branche "Bâtiment et Travaux Publics", dans l'option B de l'élasticité élevée de la demande de services par les ménages, ainsi qu'en général de l'importance de la participation étrangère dans la satisfaction de la demande nationale de produits industriels.

../. ..

Cette dernière cause peut d'ailleurs être illustrée par le tableau suivant:

Tableau 4

Importations par type de produits

Options	Option A	Option B
Branches		
Agriculture Sylviculture	+ 0,2	+ 8,6
Industries alimentaires	+ 0,2	+14,4
Autres industries	+ 60,9	+56,5
Bâtiment et Travaux Publics	0	0
Services	+ Nég.	+ Nég.
Totaux	61,3	79,5

Une proportion importante de la demande de produits industriels étant satisfaite par l'offre étrangère ce secteur de l'économie ne fournit, en l'absence de demande supplémentaire de l'étranger, qu'une contribution relativement modeste à l'augmentation de la production intérieure brute induite par les interventions sur le niveau de la demande.

Si l'on déglisse pour l'instant l'effet de multiplication et de diffusion des mesures envisagées par le biais de l'augmentation du revenu distribué pour ne retenir que l'effet de propagation par le biais des consommations intermédiaires, on aboutit à un relèvement de la production intérieure de 0,207 % dans un cas (A) et de 0,177 seulement dans l'autre (B) comme le montre le tableau suivant:

./...

Tableau 5

Augmentation de production intérieure brute

Nature de Composantes de la P.I.B.	l'intervention		Accroissement des revenus des ménages (Option B)	
	Accroissement des investissements publics (option A)		en millions de F.	en %
			en millions de F.	%
Valeur ajoutée par l'ensemble des branches	+ 912		+ 773,4	
Droits et taxes sur les importations	+ 13		+ 15,3	
Production intérieure brute	+ 925	: 0,207	+ 788,7	+ 0,17

Cette mesure partielle des conséquences des interventions sur le niveau de la demande doit être complétée par l'analyse de l'effet de multiplication par le biais des revenus lié à la production et augmentant avec elle. Malheureusement l'insuffisance des données disponibles contraint d'abandonner l'analyse sectorielle et de recourir à des méthodes d'évaluation plus globales et plus incertaines.

2°) PROPAGATION DE L'IMPACT INITIAL PAR LE BIAIS DE L'AUGMENTATION DES REVENUS LIÉS A LA PRODUCTION

On a vu que l'effet de diffusion de l'impact initial par le biais des consommations intermédiaires provoquait un relèvement plus ou moins accentué des niveaux de production de toutes les branches. Ces niveaux de production plus élevés ne peuvent être atteints que moyennant un volume de travail et de capital accru qui doit trouver une rémunération elle-même accrue. Ainsi les revenus liés à la production s'élèvent avec elle et permettent à leurs titulaires un accroissement de leur consommation (et de leur épargne). Cet accroissement de consommation suscite à son tour une nouvelle augmentation de la production qui donne lieu à nouvelle distribution de revenus etc..... Ce sont les conséquences de cet effet qui s'exerce parallèlement à celui déjà vu, que l'on voudrait mettre en évidence. Les données disponibles ne permettent

malheureusement pas de traiter ce problème de manière très satisfaisante.

Etant donné la répartition de la valeur ajoutée de l'ensemble des branches entre les diverses sortes de revenus que donnait le tableau d'échanges interindustriels pour l'année 1959, on a appliqué aux diverses sortes de revenus des coefficients de propension à consommer, de manière à déterminer le volume de la demande nouvelle à répartir entre les diverses branches. Cette répartition a été faite de la même manière que précédemment lors de la ventilation du revenu des ménages en ses divers emplois.

Les augmentations de la valeur ajoutée induite par ce surcroît de demandes sont indiquées dans le tableau suivant pour chaque branche dans les options A et B. (voir tableau 6 page 12).

L'accroissement de production résultant de ce second effet est supérieur bien que les coefficients de propension à consommer appliqués aux revenus (0,80 pour les salaires, 0,70 pour les autres revenus) conduisent plutôt à minorer la consommation et par conséquent l'augmentation de la production. La réunion des conséquences des deux effets permet maintenant de décrire l'impact final d'une demande supplémentaire suscitée par l'Etat.

3) CONSEQUENCES ECONOMIQUES DES INTERVENTIONS SUR LA DEMANDE

Les principales conséquences économiques des interventions (de type A ou B) envisagées dans cette analyse sont de trois ordres: accroissement de la valeur ajoutée par chaque branche et croissance de la production intérieure brute; augmentation des importations et détérioration de l'équilibre des échanges extérieurs; rentrées fiscales plus importantes venant compenser partiellement l'écart volontairement créé entre recettes et dépenses pour faire naître une demande supplémentaire.

a) Conséquences sur le niveau de la production

L'accroissement de la valeur ajoutée par branche retracé par le tableau suivant n'apparaît négligeable pour aucune; cependant l'industrie semble peu favorisée, pour les raisons que l'on a déjà dites; surtout par comparaison avec la branche bâtiment et travaux publics dans l'option A et aux services dans l'option B. Les services progressent d'ailleurs aussi plus vivement que la moyenne dans l'option A, ceci s'explique dans une certaine mesure par le fait que les résultats sont établis en francs courants. On sait que le prix des services augmentent de manière sensiblement plus rapide que les prix industriels de sorte que la comparaison en francs courants avantage les services de la différence. Cette raison n'explique cependant qu'une petite partie de l'écart entre les deux types de production dont on a déjà noté les raisons plus fondamentales (taux d'importation et préférence des ménages). (tableau 7 page 12).

Tableau 6

Branches	Nature de l'intervention	Option A		Option B	
		en millions de F.	en %	en millions de F.	en %
Agriculture Sylviculture		+ 112,6	+ 0,303	+ 95,7	+0,257
Industries alimentaires		+ 97,2	+ 0,340	+ 82,5	+0,284
Autres industries		+307,3	+ 0,195	+260,6	+0,165
Bâtiment et Travaux Publics		+114,8	+ 0,255	+ 97,5	+0,217
Services		+459,6	+ 0,436	+389,5	+0,369
Commerce		+175,1	+ 0,292	+148,3	+0,247
Totaux		+1266,6	+ 0,292	+1074,1	+0,247

Tableau 7

Accroissement de la valeur ajoutée par branches

Branches	Nature de l'intervention	Option A		Option B	
		en millions de F.	en %	en millions de F.	en %
01. AGRICULTURE		114,3	0,307	164,6	0,442
02. INDUSTRIE ALIMENTAIRE		98,1	0,343	141,9	0,497
03 à 12. AUTRES INDUSTRIES		509,6	0,323	448,2	0,284
13. BATIMENT ET T.P.		829,6	1,562	167,7	0,373
14 à 16. SERVICES		525,9	0,499	428,8	0,645
19. COMMERCE		251,3	0,420	255,1	0,425

.. / ...

Ces augmentations de la valeur ajoutée par les branches conduisent à un accroissement de la production intérieure brute de 0,5% dans un cas et 0,43 dans l'autre ainsi que l'indique le tableau récapitulatif suivant:

Tableau 8

Accroissement en production intérieure brute

Nature de l'intervention	Option A		Option B	
	en millions de F.	en %	en Millions de F.	en %
Valeur ajoutée par l'ensemble des branches	2.178,6		1.848,5	
Droits et taxes sur import	38		36,5	
Total : augmentation de la P.I.B.	2.216,6	0,50	1.884,0	0,43

b) Conséquences sur les échanges extérieurs

L'accroissement des importations qui accompagne cette progression de la demande et de la production est du même ordre de grandeur dans les 2 options retenues (191,5 millions de F. pour l'option A, 189,9 pour l'option B). Pour un même volume de production une stimulation de l'activité économique par la demande des ménages semble exiger un volume d'importations plus important.

c) Conséquences sur les finances publiques

On a retenu ici que le surplus de recettes provenant de la fiscalité indirecte.

.../...

Tableau 9

Supplément de recettes fiscales consécutif à l'augmentation de la production

Nature de l'intervention	Option A	Option B
Nature des Recettes		
Impôts Indirects	308,9	261,9
Droits et Taxes sur Import	38	36,5
Totaux	346,9	298,4

Il conviendrait de rajouter à ces chiffres le supplément de recettes fiscales résultant de la progression des revenus et par conséquent des impôts directs. Si la gestion des organismes de sécurité sociale se solde par déficit couvert par des avances du Trésor, on pourra également rajouter à ces sommes les versements supplémentaires de cotisations faites à ces organismes (200 Millions environ).

III .- APPRECIATION CRITIQUE DES RESULTATS OBTENUS

1) Insuffisance d'une analyse a-)temporelle

L'analyse et les calculs précédents ne permettent qu'une mesure de l'effet potentiel des interventions envisagées. Cette mesure ne suffit pas à elle seule à fonder valablement un jugement sur la valeur respective des diverses interventions comme instruments de régulation conjoncturelle. Les phénomènes décrits et quantifiés doivent encore être datés pour permettre un tel jugement.

L'introduction du temps dans des analyses de ce type n'a été réalisée que par quelques auteurs pour l'économie américaine. A notre connaissance aucun travail de ce genre n'a été fait pour la France.

.../..

L'intensité de l'effet produit (sa valeur par unité de temps) et la variation de cette intensité au cours de toute la durée du phénomène constitueraient en effet les meilleurs critères de jugement des mesures prises ou envisagées. A défaut de présenter une analyse aussi systématique, on peut cependant faire les observations suivantes quant aux deux types d'interventions retenues pour examen.

" Le comportement des ménages devant une augmentation de leurs revenus dépend probablement de la manière dont ils peuvent caractériser celle-ci ; augmentation provisoire (par exemple : détaxation ou remise d'impôt exceptionnelle) ou augmentation définitive (suppression de certains impôts , modification des taux). Dans la seconde hypothèse l'exemple récent que fournit le comportement des ménages aux Etats-Unis laisse à penser qu'il faudrait plusieurs mois pour que les ménages ajustent le niveau de leur consommation au niveau plus élevé de leurs revenus. Dans la première hypothèse le comportement des ménages semble largement indéterminé, on peut penser qu'il dépend des anticipations des ménages quant au niveau de leurs ressources dans l'avenir.

Il semble cependant très probable que l'effet d'une augmentation du revenu des ménages agisse plus rapidement sur le volume de la production qu'une augmentation des investissements publics. Les délais importants qui caractérisent la construction et les travaux publics, conduisent à étaler dans le temps les effets induits par l'impact initial, au contraire de la demande des ménages qui porte sur des produits aux délais de fabrication plus courts. Malgré un effet potentiel plus élevé une intervention de type A. n'a donc probablement qu'un effet immédiat plus faible qu'une intervention de type B.

2°) L'incertitude des résultats

L'incertitude des résultats tient aux imperfections de la méthode et des données utilisés, ainsi et surtout qu'à l'influence des variations de stocks et de capital fixe qui n'ont pas été pris en compte dans l'analyse précédente.

Les imperfections de la méthode résultent de l'emploi du tableau d'échange inter-industriels qui constitue un instrument d'analyse irremplaçable mais dont on connaît les défauts: stabilité supposée des coefficients techniques de production, absence de possibilités de substitution, et particulièrement dans ce cas, niveau d'agrégation très élevé.

Cependant les erreurs les plus importantes proviennent plutôt de l'insuffisance des données qui contraint à des approximations plus dommageables à la précision des résultats que l'utilisation du tableau . Les résultats plus sûrs pourront certainement être obtenus lorsque le recensement des entreprises industrielles par l'I.N.S.E.E. permettra de disposer de données plus récentes et plus élaborées. .../...

Les variations de stocks et de capital fixe posent un problème plus délicat parce qu'elles sont susceptibles de changer l'ordre de grandeur des résultats et qu'il est difficile d'en prévoir le sens et l'ampleur.

Le sens et l'ampleur des variations de stocks et de capital fixe dépend des niveaux auxquels ils se situent au moment de l'apparition de la demande supplémentaire résultant de l'intervention de l'Etat, ainsi que du climat psychologique qu'une intervention de cet ordre est susceptible de créer. Si le niveau des stocks était jugé trop élevé, les capacités de production excédentaires, une partie de la demande supplémentaire sera satisfaite par la liquidation des stocks indésirables de sorte que l'effet réel des mesures de relance sera plus faible que l'effet potentiel calculé.

Si au contraire le niveau des stocks était bas, les capacités de production largement utilisées, l'apparition d'une demande supplémentaire peut provoquer une reconstitution des stocks et des capacités disponibles accélérée de manière à porter les uns et les autres au niveau de la demande présente. Ces augmentations de capital (fixe ou circulant) suscitent une demande nouvelle qui vient s'ajouter à la demande supplémentaire initiale et en accroît d'autant l'impact sur la production. Cet impact pourra donc être sensiblement plus important que celui que laissait supposer le calcul de l'effet potentiel, notamment si les anticipations des industriels conduisent ceux-ci à anticiper les progrès de la demande.

Enfin l'analyse et les calculs précédents qui permettent de dégager l'effet potentiel de mesures de relance de l'activité économique doivent être complétés et corrigés d'une analyse conjoncturelle de manière à déterminer leur impact réel dans une situation et un contexte économique particulier.

Septembre 1967